

ÉCOLE CAP JEUNESSE
PAGE 9



TGV ET EXPROPRIATIONS

ALTO FACE AU MONDE AGRICOLE

PAGE 3

Photo courtoisie



DEPUIS 2005

FERME JLH inc.

JEAN - LUC HUSEREAU

(514) 269-4565

FIÈRE HÔTE
DE LA 48^E FÊTE
CHAMPÊTRE



SERVICE ROUTIER

COMMERCIAL • AGRICOLE

PNEUS NEUFS ET USAGÉS | AUTOS • CAMIONS



**3510E, CH. D'OKA, SAINT-JOSEPH-DU-LAC J0N 1M0
438 399-7193 • PNEUSSAM@HOTMAIL.COM**

PROJET ALTO : ENTRE ACQUISITION DE TERRAINS ET INQUIÉTUDES SUR L'EXPROPRIATION



Photo tirée du site web d'Alto

La société Alto cherche à minimiser le recours aux expropriations pour s'entendre de gré à gré avec les propriétaires fonciers.

CHRISTOPHE GODON

CHRISTOPHE.GODON@GROUPEJCL.CA / INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

Dans le cadre du projet de train à grande vitesse reliant Québec à Toronto, Alto amorce une étape déterminante : l'identification et l'acquisition des terrains nécessaires au futur tracé. L'organisation affirme privilégier une approche «centrée sur les propriétaires», basée d'abord sur des ententes à l'amiable, tout en reconnaissant que l'expropriation pourrait être utilisée en dernier recours.

Selon les nouvelles informations diffusées sur ses plateformes le 30 avril, Alto indique vouloir limiter les impacts fonciers en s'appuyant, lorsque possible, sur des corridors d'infrastructures existants et en réduisant les emprises sur les zones habitées et agricoles. Dans plusieurs cas, seule une portion de terrain serait visée plutôt que l'ensemble d'une propriété, afin de maintenir les usages actuels.

Un processus encore en amont

À ce stade, aucun tracé final n'a été arrêté. Le projet en est toujours à une phase de planification et de consultations, où les corridors étudiés servent à analyser différentes options techniques, environnementales et sociales. L'acquisition effective des terrains ne devrait intervenir qu'une fois les approbations réglementaires obtenues et le tracé confirmé.

Alto précise que le processus comprend plusieurs étapes : études techniques, consultations publiques, identification des parcelles, puis négociations avec les propriétaires. L'objectif affiché est d'assurer une indemnisation «équitable» fondée sur la valeur des biens et les impacts subis.

«Dès cet automne, les propriétaires situés dans le corridor plus restreint recevront une lettre avant toute annonce publique, afin d'être informés et accompagnés dans les prochaines étapes», explique le responsable des communications d'Alto, Philippe Archambault.

TERRES AGRICOLES ET ACCÈS AU TERRITOIRE

Une attention particulière est accordée aux terres agricoles. Alto affirme vouloir préserver la continuité des activités agricoles et maintenir les accès aux parcelles, notamment par des aménagements permettant la circulation des équipements.

Ces engagements restent toutefois au cœur des préoccupations du milieu agricole. Plusieurs organisations, dont l'Union des producteurs agricoles, craignent que le projet entraîne une fragmentation des terres, une perte de superficies cultivables et des impacts durables sur les exploitations.

Une indemnisation encadrée, mais floue pour certains

Sur la question des compensations, Alto évoque des principes généraux d'équité et de dialogue. Or, peu de détails publics précisent les méthodes d'évaluation, les compensations pour pertes indirectes ou les impacts à long terme.

Dans le cadre légal canadien, l'expropriation permet à l'État d'acquérir des biens fonciers pour des projets d'intérêt public, avec obligation de verser une indemnité aux propriétaires. Cette indemnité peut être contestée devant les tribunaux après acceptation initiale de l'offre.

«L'objectif demeure de privilégier les ententes à l'amiable. L'expropriation n'est envisagée qu'en dernier recours, ou dans certains cas pour accélérer un processus déjà accepté par les parties», mentionne M. Archambault.

Entre acceptabilité sociale et impératifs d'infrastructure

Si Alto insiste sur sa volonté de transparence et de collaboration, le projet suscite déjà des inquiétudes dans plusieurs régions, notamment en ce qui concerne l'ampleur des acquisitions et les effets sur les communautés rurales.

L'équilibre entre développement d'infrastructures majeures et protection des territoires locaux demeure ainsi au cœur du débat, alors que le tracé final du projet n'a pas encore été déterminé.

EXPROPRIATION

Les Évaluations Alphonse Dutil

ÉVALUATEURS AGRÉÉS

Firme spécialisée en évaluation de propriétés agricoles

Nos coordonnées

15 627 rue de St-Augustin, Mirabel
 evaluationsadutil@gmail.com
 evaluationadutil.com
 (450) 621-9008
 (514) 572-6569

Valeur marchande pour des fins de

- ✓ Mise en marché
- ✓ Succession
- ✓ Financement hypothécaire
- ✓ Expropriation
- ✓ Partage d'actifs
- ✓ Transferts familiaux

PO317652-2-12054

ST-JACQUES & FILS

DRAINAGE
SOUTERRAIN

- RBQ 1199-8143-11 -

DEPUIS 1968

DRAINAGE SOUTERRAIN

SERVICES TECHNIQUES

VENTE DE DRAINS, PONCEAUX
ET ACCESSOIRES DE DRAINAGE

Bureau: **450 258-3172**
 3883, Saint-Jean-Baptiste
 Mirabel (QC) J7N 2P7

Jean-Pierre: **514 771-2950**
 Jean-Christophe: **514 917-3172**

PO34079-1_06042



10 000 \$ POUR SOUTENIR LA DÉTRESSE AGRICOLE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE

CHRISTOPHE GODON

CHRISTOPHE.GODON@GROUPEJCL.CA / INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

La Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides a annoncé l'octroi d'une aide financière de 10000 \$ à l'organisme Écoute Agricole, alors que la détresse psychologique des producteurs s'accroît dans le contexte du projet de train à grande vitesse (TGV).

Sur le terrain, l'inquiétude est palpable. « Les tensions et les émotions sont très présentes », observe la directrice générale d'Écoute Agricole, Magali Noiseux-Laurin. L'organisme, qui offre un accompagnement psychosocial de proximité, anticipe une hausse des demandes de soutien dans les prochains mois, en lien avec l'incertitude entourant les tracés et les risques d'expropriation.

Du côté de l'UPA, cette contribution se veut un geste concret pour répondre à une anxiété grandissante chez ses membres. « On voit que la détresse augmente. C'était un minimum que l'on pouvait faire », affirme son président, Stéphane Alary, évoquant un climat d'incertitude comparable à « une tempête qui pourrait frapper n'importe où ».

L'organisme Écoute Agricole rappelle que ses services sont accessibles autant aux producteurs qu'à leur entourage, souvent affecté indirectement. « Une personne sur deux qui utilise nos services est référée par quelqu'un de son entourage », souligne Mme Noiseux-Laurin, insistant sur l'importance de briser l'isolement.

Cette aide ponctuelle survient toutefois dans un contexte financier fragile pour l'organisme, qui a récemment perdu un financement de 200000 \$ lié à sa mission. Selon la direction, « cette perte compromet la stabilité de l'équipe et la capacité à répondre à la demande croissante ».

UN CONTEXTE PARTICULIER

Une source proche du dossier nuance toutefois la portée de cette situation. Selon celle-ci, le financement en question n'était pas destiné à être récurrent, mais accordé pour une durée limitée de deux ans. Elle souligne également les défis structurels auxquels fait face Écoute Agricole, dont le territoire couvre deux régions administratives, compliquant l'accès à certains programmes de financement provinciaux.

Toujours selon cette source, une piste envisagée serait une éventuelle scission de l'organisme afin de lui permettre de se qualifier à des programmes distincts par région. Elle note par ailleurs l'existence d'autres services d'aide psychologique destinés au milieu agricole à l'échelle provinciale, ce qui soulève des questions quant à la complémentarité et à la spécificité de l'offre actuelle.

Malgré ces enjeux, les deux organisations s'entendent sur l'essentiel : les besoins en soutien psychosocial sont bien réels et risquent de croître. Dans un contexte où les défis économiques, climatiques et politiques s'accumulent, le soutien aux producteurs apparaît plus que jamais nécessaire.

Photo Courtoisie

Caroline Alary, présidente d'Écoute agricole, Stéphane Alary, président de la Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides, et Magali Noiseux-Laurin, directrice générale d'Écoute agricole, étaient réunis pour annoncer cette aide financière à l'organisme.

ASSURANCE AGRICOLE

La confiance, ça se cultive!

Protéger votre entreprise, c'est notre force depuis plus de 50 ans

- ▶ Producteurs laitiers
- ▶ Fermes d'élevage
- ▶ Vignobles
- ▶ Acériculteurs
- ▶ Maraîchers
- ▶ Grandes cultures
- ▶ Pomiculteurs
- ▶ Apiculteurs

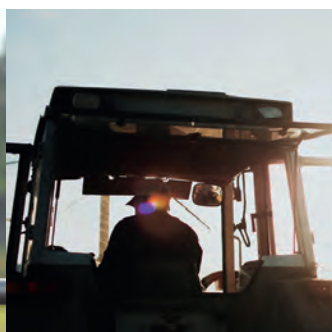
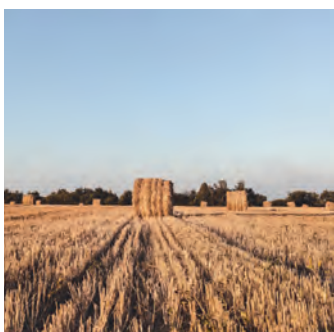


Chez La Turquoise, nous sommes à l'écoute du milieu agricole et proposons des solutions d'assurance adaptées à vos besoins.

La Turquoise

Tél.: 1 833 231-3757 | LATURQUOISE.CA

PO34867-3-10570



L'ÉVEIL AGRICOLE

Publié par GROUPEJCL

53, rue Saint-Eustache,
Saint-Eustache
Québec J7R 2L2
Bureau d'affaires: 450 472-3440
Petites annonces: 450 974-2244
Télé.: publicité: 450 472-1638
Télé.: rédaction: 450 473-1629
Site Internet: www.groupejcl.com

FONDATEUR
Jean-Claude Langlois

DIRECTION
Serge Langlois,
président, éditeur

Tirage: 3 208 exemplaires
Territoire desservi: 174 municipalités
Distribution: Société
canadienne des postes

DIRECTEUR
DU CONTENU
Christian Asselin

DIRECTEUR ADJOINT
DU CONTENU
Dany Baribeau

RÉDACTION
Simon Martel
Benoît Bilodeau
Léa Lemieux
Reine Coté
Phoebie Laplante
Christophe Godon

COLLABORATEURS
Michel Sénécal

PUBLICITÉ
Caroline Godon

DIRECTEUR
DE PRODUCTION
Yves Bourbonnais

CONCEPTION
Infographie
Louis Vallée

APPEL AU GOUVERNEMENT

DES COOPÉRATIVES POUR OFFRIR DU RÉPIT AUX AGRICULTEURS



Photo Iona Mousli
Les coopératives de remplacement agricole sont encore peu implantées dans la région.

CHRISTOPHE GODON

CHRISTOPHE.GODON@GROUPEJCL.CA / INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité presse le gouvernement du Québec d'accroître son soutien aux coopératives de remplacement agricole, présentées comme un levier concret pour améliorer la santé psychologique des producteurs. Dans un communiqué diffusé le 10 mars, l'organisation souligne que ces structures permettent aux agriculteurs de confier temporairement leurs tâches à une main-d'œuvre qualifiée, que ce soit en cas de maladie, d'accident ou simplement pour souffler.

«Les agricultrices et agriculteurs travaillent sans relâche [...] dans un contexte de rareté de main-d'œuvre, de pression économique et de changements climatiques», rappelle la directrice générale du CQCM, Marie-Josée Paquette. Selon elle, offrir des périodes de répit contribue directement à la santé mentale et à la pérennité des fermes.

Le modèle demeure toutefois peu implanté au Québec : seules deux coopératives de remplacement agricole sont actuellement actives, dans le Centre-du-Québec et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ailleurs, des initiatives émergent, mais peinent à voir le jour faute de financement stable. Dans les régions des Laurentides, Outaouais, Laval et Montréal, le soutien psychologique aux agriculteurs est assuré par Écoute Agricole et ses travailleurs de rang.

DES RÉALITÉS DIFFÉRENTES

Dans des territoires agricoles comme Mirabel et les Laurentides, où cohabitent grandes cultures, production maraîchère et élevage, la pression sur la main-d'œuvre saisonnière est bien connue. Les fermes, souvent familiales, doivent composer avec des horaires exigeants et peu de possibilités de remplacement. La proximité des grands centres urbains accentue par ailleurs la compétition pour attirer des travailleurs.

Même réalité dans Lanaudière, où la relève agricole demeure fragile, et en Outaouais, où l'étendue du territoire complique l'accès à des ressources spécialisées. Dans ces régions, la mise en place de coopératives de remplacement pourrait représenter un outil structurant, tant pour soutenir les producteurs en place que pour sécuriser la relève.

Le CQCM propose d'ailleurs plusieurs ajustements au Programme d'appui au développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région (PADAAR), notamment une révision des seuils d'aide, l'inclusion de certaines dépenses liées au remplacement et la création d'un programme dédié au démarrage de nouvelles coopératives.

L'initiative s'inscrit dans un mouvement plus large de mobilisation du milieu agricole autour de la santé psychologique. L'Union des producteurs agricoles a notamment mis sur pied un fonds dédié ainsi que le Programme d'aide pour les agriculteurs et agricultrices (PAPA), déjà déployé dans certaines régions.

Alors que les enjeux de souveraineté alimentaire et de vitalité des régions demeurent au cœur des préoccupations, le CQCM estime que le développement de ces coopératives pourrait offrir une réponse tangible aux défis humains du secteur.

DISTRIBUTIONS J.Y. ST-PIERRE INC.

- Équipement de ferme
- Vente et service
- Produits de lavage



6830, rang St-Vincent, Saint-Benoît (Mirabel)
450 258-2885
suju@outlook.fr

P034815-1_06821

MNP

COMPTABILITÉ
CONSULTATION
FISCALITÉ

josee.turpin@mnp.ca

450.506.1151

P037251-1__11837

UN POSTE POUR STRUCTURER LE DIALOGUE AGRICOLE

MIRABEL POSE UN GESTE EN CONTINUITÉ AVEC LE POSITIONNEMENT DE SA MAIRESSE

DANY BARIBEAU / DBARIBEAU@GROUPEJCL.CA

Mirabel vient de créer un poste entièrement dédié au secteur agricole et bioalimentaire au sein de Mirabel Économique. Une décision qui apparaît comme une suite logique pour la Ville où les terres agricoles représentent 87 % du territoire.

C'est Sandra Lapierre qui a été choisie pour occuper cette fonction. Agronome de formation, elle a travaillé plus de 13 ans au Centre de formation agricole de Mirabel, après avoir accompagné des producteurs comme conseillère en agroenvironnement.

Arrivée en poste depuis quelques jours à peine, elle se décrit comme une « facilitatrice ». « Mon rôle, c'est vraiment d'être un pivot entre le monde agricole et la Ville », explique-t-elle.

Malgré sa vaste expérience, Mme Lapierre mise d'abord sur l'écoute : « Dans un premier temps, ça va vraiment être d'écouter avant de proposer des solutions », dit-elle.

DES ENJEUX CONNUS

La relève agricole, la pénurie de main-d'œuvre, l'adaptation aux changements climatiques sont tous des « enjeux majeurs », selon elle.

Sur des dossiers plus sensibles, comme les grands projets d'infrastructure qui touchent le territoire, la nouvelle agente préfère ne pas s'avancer pour l'instant, le temps de prendre le pouls du milieu.

Même si elle n'habite pas Mirabel, Sandra Lapierre connaît bien la réalité agricole locale. Depuis plus de 15 ans, elle travaille avec des entreprises du territoire, un réseau qu'elle entend maintenant mobiliser dans ses nouvelles fonctions.



Photo tirée de la page Facebook Roxanne Therrien – Mairesse de Mirabel
Roxanne Therrien et Sandra Lapierre devant les bureaux de Mirabel économique.

COHÉRENCE POLITIQUE

L'annonce a été faite par la mairesse Roxanne Therrien, sur ses réseaux sociaux le vendredi 1er mai où elle parle d'un rôle « stratégique » visant à « accompagner et soutenir concrètement les entreprises et les projets » du secteur.

La mairesse Therrien insiste sur la place de l'agriculture dans le développement économique de Mirabel depuis le début de sa campagne électorale à l'automne 2025. Rappelons qu'elle porte ces enjeux au-delà des limites de Mirabel, puisqu'elle a été élue, à la fin de 2025, à la présidence du comité consultatif agricole de la Communauté métropolitaine de Montréal.

La création d'un poste 100 % dédié vient donc concrétiser les ambitions de la Ville en matière d'agriculture. Reste maintenant à voir comment cette volonté de concertation se traduira sur le terrain.



réseau
agriconseils

DES **SERVICES-CONSEILS** AGRICOLES
SPÉCIALISÉS, PARTOUT AU QUÉBEC!

Aide financière disponible pour les producteurs et
les transformateurs alimentaires artisans : **de 50 % à 75 %.**

COMMUNIQUEZ AVEC VOTRE RÉSEAU AGRICONSEILS
POUR OBTENIR L'AIDE D'UN EXPERT.

1 866 680-1858

www.agriconseils.qc.ca • www.facebook.com/agriconseils



Québec Canada

CHRISTINE FRÉCHETTE

DES ENGAGEMENTS EN AGRICULTURE... DÉSORMAIS ATTENDUS AU TOURNANT

Devenue première ministre, Christine Fréchette devra maintenant transformer en gestes concrets les engagements qu'elle avait mis de l'avant durant sa course à la chefferie, notamment en agriculture et en autonomie alimentaire.

Dans un contexte marqué par la hausse des coûts, la pression de la concurrence internationale et les défis liés à la relève, elle avait proposé un plan structuré autour de quatre axes : améliorer la compétitivité des entreprises agricoles, soutenir la relève, renforcer l'achat local et alléger le fardeau administratif.

Parmi les mesures phares, la première ministre s'était engagée à rembourser la tarification du carbone payée par les producteurs agricoles, une promesse jugée centrale pour redonner de la compétitivité au secteur.

Elle proposait aussi d'augmenter l'aide à la relève agricole, dans un contexte où l'âge moyen des producteurs dépasse les 50 ans et où peu d'entreprises disposent d'un plan de transfert.

Sur le plan institutionnel, l'objectif était clair : faire une place accrue, voire obligatoire, aux aliments québécois dans les écoles, les hôpitaux et les établissements publics, tout en



Photo courtoisie

Christine Fréchette, première ministre du Québec, est attendue par le milieu agricole quant à la concrétisation de ses engagements en matière de compétitivité, de relève et d'autonomie alimentaire.

simplifiant les démarches administratives imposées aux producteurs.

Mais déjà, le milieu agricole donne le ton.

Tout en saluant son arrivée au pouvoir, l'Union des producteurs agricoles (UPA)

rappelle que les attentes sont élevées et que le temps des annonces est terminé. L'organisation insiste notamment sur la nécessité de livrer rapidement sur les engagements formulés pendant la course.

Le président de l'UPA, Martin Caron, évoque des défis « économiques, administratifs, réglementaires et territoriaux » majeurs, tout en rappelant que les entreprises agricoles ont versé plus de 550 millions de dollars en tarification carbone depuis 2015 — un poids jugé excessif pour leur compétitivité.

Au-delà des promesses initiales, le milieu réclame aussi davantage : une hausse des budgets agricoles, une meilleure protection du territoire face aux pressions immobilières et industrielles, ainsi qu'un soutien accru aux régions et à l'agriculture de proximité.

Autrement dit, si plusieurs engagements de Christine Fréchette répondent à des demandes réelles du terrain, ils ne représentent qu'une partie des attentes.

La suite se jouera maintenant dans la capacité du gouvernement à agir — rapidement et concrètement.

Parce qu'en agriculture, les intentions ont été entendues.

Ce sont désormais les gestes qui seront mesurés.

Merci!

**Nourrir le Québec
commence dans
nos champs.**

Jean-Denis
GARON
Votre député de Mirabel
jdgaron.quebec



P034923-2_11330



**Les Pétroles
Bélisle & Bélisle Inc.**

UN SERVICE À VOTRE MESURE
DEPUIS 1937

Une entreprise locale et familiale



Livraison rapide



Service 24h



Fiabilité



Expérience client

Essence, diesel et huile
à chauffagePropane et auto-
propane

Lubrifiants

Station-service, Diesel Dépôt et
urée en vrac

Équipements

450 473-9212

820 25e Avenue Saint-Eustache Qc. J7R 4K3

info@petroles-belisle.com

petroles-belisle.com

P025335-1_05940

LES APPUIS SE MULTIPLIENT EN FAVEUR DE LA REVITALISATION DE LA SERRE-ÉCOLE D'OKA

REINE CÔTÉ
RCOTE@GROUPEJCL.CA

De plus en plus de citoyens et d'organismes se mobilisent autour de la revitalisation de l'ancienne serre de l'école secondaire d'Oka et de l'usage des terres zonées par la CPTAQ autour de l'établissement en vue d'un grand projet collectif d'agriculture. Même l'administration Hardy soutient le projet et s'affaire actuellement à convaincre le CSSMI de sa haute importance.

C'est que le bâtiment qui abritait le potager-école depuis plusieurs années a besoin d'une bonne mise aux normes. Or, les études de faisabilité demandées par le CSSMI pour sa reconstruction se révèlent onéreuses. On y indique des coûts allant de 655 897,97 \$ à plus de 3 M\$, selon l'inclusion des services retenus et son déploiement sur trois ou quatre saisons.

La municipalité d'Oka et Les Jardins patrimoniaux d'Oka, un organisme à but non lucratif regroupant des professionnels aux compétences diversifiées, ont offert au CSSMI d'en prendre la charge conjointement.

Pour les partenaires dans ce projet, la valeur patrimoniale de l'endroit et de ses dépendances mérite amplement qu'on lui confère un rôle utilitaire. L'établissement a longtemps hébergé l'une des deux plus grandes écoles d'agriculture du Québec, et ce, dès la fin du XIXe siècle.

Le maire Hardy a entamé des pourparlers avec Rock-André Malo, l'actuel directeur général du Centre de services scolaire des Mille-Îles. On lui réclame la cession des lieux ou encore un bail emphytéotique. Et jusqu'à présent, le CSSMI se montre plutôt réticent.



Photo : Google Street View

L'ancienne serre rattachée à l'École secondaire d'Oka a longtemps servi à la population étudiante de l'établissement.

NOMBREUX APPUIS

Pourtant, la liste des arguments s'allonge au fil des mois, si bien que le conseil d'établissement de l'école secondaire d'Oka a adopté, le 13 avril dernier, une résolution en faveur du projet mené par la municipalité d'Oka et Les Jardins patrimoniaux d'Oka.

La dernière réunion du conseil d'établissement a d'ailleurs donné lieu à la prise de parole de plusieurs intervenants : militants écologistes, parents, enseignants, tous persuadés des impacts positifs du projet.

Fabienne Lord, des Jardins patrimoniaux d'Oka, reconnaît que le bâtiment actuel a besoin d'une mise aux normes.

«On ne veut pas le remettre à neuf, mais on ne peut pas le détruire. Donc, la première chose que l'on va faire c'est de consulter un ingénieur pour

savoir comment le mettre aux normes et s'assurer qu'il est sécuritaire pour les élèves. Et sans pour autant que ce soit les normes du CSSMI. On souhaite faire de ce bâtiment patrimonial, un lieu sécuritaire et qui servira à la culture sur trois saisons, à l'exception de la période hivernale, ce qui permettra ainsi d'économiser des frais de chauffage», explique Mme Lord.

Dans cette veine, les membres du réseau des potagers environnants pourraient y démarrer leurs semis, au printemps, indique celle-ci, en ajoutant que le projet ouvrirait la porte à des opportunités aux élèves, qu'il s'agisse de se mettre les mains dans la terre, de faire le marketing ou d'informer de ce qui s'y fait ou encore de s'affairer aux commandes de matériel. En plus de servir de plateforme pour les cours de sciences.

«On est vraiment dans l'un des berceaux de notre histoire agricole au Québec et on aimerait mettre en valeur cette histoire-là. On a déjà des producteurs prêts à travailler avec nous, à marcotter des plants, à les propager sur le terrain et le mettre en valeur», souligne Mme Lord.

L'on pourrait ainsi envisager la culture de vignes, de pommes, de pawpaw. Et mettre en valeur le terrain adjacent à la terre, font valoir les intervenants du dossier.

AIDE ALIMENTAIRE

François Gervais, intervenant sociocommunautaire depuis 30 ans à l'école secondaire d'Oka, s'est permis de souligner que l'établissement offre actuellement des victuailles aux familles de leurs élèves dans le besoin : «des

centaines de kilogrammes de légumes et on ne fournit pas encore. Aussi l'un des objectifs simples est d'augmenter l'aide alimentaire aux élèves aussi pendant l'été et pendant l'automne.»

Aux familles peu nanties, s'ajoutent les cas de décrochage scolaire. M. Gervais estime que les potagers solidaires permettraient ainsi de compléter l'aide apportée par les banques alimentaires avec des légumes. «Ça viendrait servir nos élèves sur le grand territoire.»

En plus des activités pédagogiques associées à un tel projet, les denrées cultivées permettraient de nourrir la communauté scolaire.

Denise Proulx, une résidente de Saint-Joseph-du-Lac, membre des Jardins collectifs et solidaires des Basses-Laurentides, et enseignante rattachée au département des sciences de l'environnement à l'UQAM après s'être longtemps consacrée au journalisme environnemental, a fait valoir l'impact important de l'alimentation sur la persévérance scolaire ou leur taux d'abandon, tel que l'a démontré une récente étude au cégep de Joliette.

«J'appuie énormément ce projet-là parce que je pense que c'est un enjeu extraordinaire de redonner à la population la capacité de s'autoproduire le plus possible en alimentation. C'est l'un des piliers de notre vie de manger.»

Après le défilement de témoignages, les membres du conseil d'établissement ont adopté une résolution en faveur du projet.

Prochaine étape : obtenir l'aval du Centre de services scolaire des Mille-Îles.



Vos experts-conseils

1 866 - 7NOVAGO



Sylvain Guindon
Commercialisation
des grains



Philippe Therrien
Expert-conseil
productions végétales



Hugo Léonard
Expert-conseil ruminants
productions végétales



François Jacques
Expert-conseil
ruminants

ÉCOLE CAP JEUNESSE

DES JARDINS POUR SE NOURRIR
ET SE RENCONTRER

CHRISTOPHE GODON

CHRISTOPHE.GODON@GROUPEJCL.CA
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

À Saint-Jérôme, un projet de jardins collectifs prend racine sur le vaste terrain de l'école secondaire Cap Jeunesse. Portée par l'enseignant Simon Martel, ancien collaborateur de L'Éveil Agricole, l'initiative vise à transformer progressivement les espaces verts du site en potagers, vergers et zones de rencontre accessibles à la communauté.

«On veut développer pratiquement tous les espaces verts en jardins collectifs», explique-t-il. Le territoire, qui comprend des plateaux sportifs, un boisé et de larges zones peu exploitées, offre un potentiel d'aménagement considérable. Une première parcelle d'environ 225 mètres carrés doit d'ailleurs être mise en culture dès ce printemps, avec l'appui de la Ville, qui fournira terre et compost.

Au-delà de la production alimentaire, le projet se veut résolument éducatif et social. Simon Martel y voit un outil pédagogique transversal, capable de mobiliser plusieurs disciplines. «Tu peux faire de la science avec un système d'irrigation, de l'art avec l'aménagement, même du français avec l'étymologie des plantes», souligne-t-il. Déjà, des élèves participent activement, que ce soit en préparant des semis, en construisant des installations ou en collectant des matières recyclables pour financer



Photo Facebook

Le comité Jardin de l'école secondaire du Cap-Jeunesse se prépare à aménager les premiers espaces verts entourant l'établissement.

certaines composantes.

L'initiative bénéficie aussi de collaborations locales, notamment avec le projet des Serres de Clara, qui accompagne l'équipe dans le développement des cultures. À terme, l'ambition est d'intégrer également une classe nature dans le boisé, voire une petite érablière.

Mais le cœur du projet demeure l'ouverture à la communauté. «Les gens

viennent déjà sur le terrain le soir et la fin de semaine. On veut qu'ils puissent aussi profiter des jardins, cueillir, s'impliquer», explique l'enseignant. Une approche qui pourrait contribuer à briser l'isolement, notamment chez les aînés, tout en renforçant les liens entre l'école et son milieu.

Pour Simon Martel, le jardinage agit comme levier global. «C'est physique, c'est bon pour la santé mentale, ça amène à réfléchir à l'environnement et

à l'alimentation. C'est une activité qui touche toutes les facettes de la vie.»

Déployé graduellement sur un horizon de cinq à six ans, le projet repose pour l'instant sur l'engagement bénévole et une campagne de financement. Mais déjà, il suscite l'intérêt et pourrait inspirer d'autres établissements scolaires à verdir leurs espaces.

RÉGLEMENTATION AGROENVIRONNEMENTALE

LES PRODUCTEURS DE GRAINS SONNENT L'ALARME

CHRISTOPHE GODON

CHRISTOPHE.GODON@GROUPEJCL.CA
INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

À la suite du dépôt du projet de règlement visant à moderniser le Règlement sur les exploitations agricoles (REA), les Producteurs de grains du Québec (PGQ) expriment de vives inquiétudes quant aux impacts concrets des mesures proposées sur le terrain.

Selon l'organisation, plusieurs dispositions du nouveau cadre agroenvironnemental risquent d'alourdir le quotidien des entreprises agricoles sans nécessairement améliorer les pratiques. Les PGQ rappellent que les producteurs s'inscrivent déjà

dans une logique d'amélioration continue, notamment grâce à l'accompagnement d'agronomes et de services-conseils adaptés à leurs réalités.

«Cette mise à jour réglementaire est trop limitante pour nos entreprises», affirme le président Sylvain Pion. Il souligne une contradiction entre l'ajout de nouvelles obligations et les intentions gouvernementales d'allègement réglementaire.

Au-delà des mesures spécifiques, l'organisation s'interroge sur le virage proposé. Le passage d'un règlement centré sur les exploitations vers un encadrement axé sur les pratiques

agroenvironnementales envoie, selon elle, un signal préoccupant. «Cette orientation donne l'impression que notre cadre réglementaire n'est plus là pour soutenir l'agriculture, mais pour freiner la production», ajoute M. Pion.

Certains éléments du projet trouvent toutefois un écho positif auprès des producteurs, notamment les dispositions favorisant la remise en culture de certaines superficies et la primauté de la réglementation provinciale sur les règlements municipaux, perçue comme essentielle pour assurer une cohérence à l'échelle du territoire.

Représentant près de 10000 producteurs à travers le Québec, les PGQ entendent poursuivre leur

analyse du projet et participer activement aux consultations à venir. L'organisation attend également la publication de l'étude d'impact afin d'évaluer plus précisément les conséquences économiques et opérationnelles du règlement.

Dans un contexte où la production de grains constitue le deuxième secteur agricole en importance au Québec, les producteurs souhaitent que le futur cadre réglementaire concilie protection de l'environnement et viabilité des entreprises agricoles.

30 ANS DE SOLIDARITÉ... ET DE CROISSANCE



Photo iStock
Le Réseau des fermiers de famille met de l'avant un modèle d'agriculture de proximité, où les paniers bio permettent de soutenir directement les fermes locales.

À l'aube de son 30e anniversaire, le Réseau des fermiers et fermières de famille rappelle qu'il est aujourd'hui présenté comme l'un des plus importants réseaux de fermes biologiques au monde, tout en demeurant fidèle à sa mission d'origine : rapprocher les producteurs et les citoyens autour d'une agriculture locale et solidaire.

Né au milieu des années 1990 dans le sillage d'Équiterre, le modèle repose sur l'agriculture soutenue par la communauté. Concrètement, les consommateurs s'abonnent en début de saison et paient à l'avance leur part de récolte, offrant ainsi une sécurité financière aux fermes tout en partageant les risques liés à la production.

De quelques fermes à ses débuts, le réseau compte aujourd'hui plus de 115 exploitations réparties dans 13 régions du Québec, desservant environ 17 000 foyers chaque année. Cette croissance s'est faite autour d'un principe central : la collaboration entre fermes, plutôt que la compétition.

« On se soutient entre fermes et, ensemble, on est plus forts », résume la présidente du réseau, Véronique Bouchard, évoquant un modèle basé sur la solidarité autant entre producteurs qu'avec les citoyens.

Au-delà de l'aspect économique, le réseau se positionne comme un outil concret pour renforcer la souveraineté alimentaire et encourager des pratiques agricoles durables. Sa cofondatrice, Laure Waridel, rappelle que l'alimentation demeure un levier d'action accessible au quotidien pour répondre aux enjeux environnementaux et sociaux.

Chaque été, de juin à octobre, ce modèle prend vie dans les marchés, les quartiers et les points de livraison à travers le Québec, où se crée un lien direct entre les fermes et les familles.

Le réseau invite d'ailleurs la population à poursuivre cet engagement en s'abonnant à un panier bio, présenté comme « un geste simple pour la suite du monde », comme le souligne sa plus récente campagne visuelle.



PROCHAINE ÉDITION: 27 juin 2026 !



**Maintenant distribués
dans Lanaudière !**

Vous êtes producteur ?

**Contactez-nous, nous ferons découvrir vos produits,
votre histoire et bien plus aux citoyens de la région!**

- Découvrez les portraits des agriculteurs de votre région
- Coup de cœur à découvrir
- Entrevues personnalisées
- L'importance de l'achat local pour les agriculteurs d'ici



450 472-3440 poste 228

PRODUCTEURS DE GRAINS DU QUÉBEC UN REMBOURSEMENT PARTIEL... ET DES ATTENTES QUI PERSISTENT

Les Producteurs de grains du Québec (PGQ) accueillent avec prudence l'annonce d'une enveloppe de 30 M\$ visant à soutenir la compétitivité des entreprises agricoles, dans un contexte marqué par la pression croissante de la tarification carbone.

Selon l'organisation, cette aide représente un pas dans la bonne direction, en reconnaissant une situation jugée inéquitable pour les producteurs québécois.

Le programme permettrait notamment de rembourser environ 25 % des sommes versées par les producteurs de grains depuis l'instauration de la tarification carbone, un allègement attendu depuis plusieurs années.

Mais le milieu nuance rapidement.

Au cours des dernières années, les entreprises de grandes cultures ont versé plus de 150 M\$ au Fonds d'électrification et de changements climatiques, alors que moins de 10 M\$ avaient été réinvestis dans le secteur jusqu'ici.

« Les montants annoncés restent largement insuffisants au regard des contributions réelles », souligne le président des PGQ, Sylvain Pion, rappelant que les producteurs disposent de peu d'alternatives concrètes pour réduire leur dépendance aux énergies fossiles.

L'organisation met également en lumière un enjeu de compétitivité, affirmant que les producteurs québécois assument seuls ces coûts supplémentaires, contrairement à plusieurs de leurs concurrents nord-américains qui bénéficient d'exemptions ou de mesures compensatoires.

Dans ce contexte, les PGQ réitèrent leur demande d'exclure les combustibles agricoles de la tarification carbone et de rembourser une plus grande part des sommes versées, afin de permettre aux entreprises d'investir dans leur développement.

Si l'annonce gouvernementale est perçue comme un signal d'ouverture, elle ne règle pas, pour l'instant, les préoccupations de fond du secteur.

Le dossier de la tarification carbone, lui, demeure entier.

LES PAYSAGISTES QUÉBÉCOIS PRIMÉS POUR LEUR CRÉATIVITÉ UN 47^E CONCOURS QUI MET EN VALEUR LE SAVOIR-FAIRE D'ICI

L'Association des paysagistes professionnels du Québec a dévoilé les lauréats de la 47^e édition de son concours d'aménagement paysager, une vitrine importante pour une industrie qui allie technique, créativité et sens du territoire.

Présentés sous le thème Les règles derrière de l'art, les projets primés se distinguent par la qualité de leur conception et le souci du détail dans leur réalisation. Au total, 83 aménagements ont été soumis cette année, illustrant la diversité et la vitalité du secteur.

Parmi les distinctions, le prix Milan Havlin, considéré comme le plus prestigieux, a été remis à Aménagement Côté Jardin pour le projet Quartier Royalmount Phase 1. Le jury a notamment souligné l'intégration des œuvres d'art, l'approche environnementale et la transformation d'un espace urbain fortement minéralisé.

Le prix Lys d'Or, décerné par le public présent lors du gala, est allé à G.T.L. Paysagiste pour le projet Boréa Alba, qui s'est aussi vu attribuer le coup de cœur des Éditions Pratico-Pratiques. De son côté, le prix Populus, déterminé par le vote du public en ligne, a récompensé le projet Symphonie du crépuscule de Plantenance Groupe Paysager.

Au-delà des prix, le concours permet surtout de mettre en lumière une industrie en constante évolution, où les enjeux environnementaux, l'intégration au milieu et la qualité des espaces de vie occupent une place grandissante.



Photo Kevin Lemaire

OTTAWA MISE SUR LA RELÈVE AGRICOLE UN INVESTISSEMENT DE 27 M\$ POUR FORMER LA PROCHAINE GÉNÉRATION

Le gouvernement du Canada annonce un investissement pouvant atteindre 27 millions de dollars sur deux ans pour soutenir l'emploi des jeunes dans le secteur agricole et agroalimentaire.

Dévoilée lors de la conférence sur les céréales et les oléagineux de 2026, la mesure vise à renforcer la relève en offrant des expériences de travail concrètes aux jeunes âgés de 15 à 30 ans.

Le financement passe par le Programme d'emploi et de compétences des jeunes, qui permet aux employeurs d'obtenir une aide financière pour couvrir une partie des salaires et des avantages sociaux. Dans la plupart des cas, l'aide atteint 50 %, mais peut grimper jusqu'à 80 % pour les employeurs qui embauchent des jeunes faisant face à des obstacles à l'emploi.

Les demandes pour l'année 2026-2027 sont ouvertes jusqu'au 4 mai. Le programme a aussi été ajusté afin de simplifier les démarches administratives et de mieux cibler les jeunes issus de milieux plus vulnérables.

Depuis 2019, cette initiative a permis de soutenir plus de 6 200 emplois à travers le pays, dont près de 2 000 auprès de jeunes confrontés à des obstacles à l'emploi.

Pour Ottawa, il s'agit d'un levier direct pour répondre aux besoins de main-d'œuvre du secteur, tout en assurant une relève capable de soutenir l'innovation et la sécurité alimentaire à long terme.

Centrés sur votre secteur d'activité



Entourez-vous d'une équipe dédiée qui comprend votre réalité.

desjardins.com/agricole

Desjardins
Entreprises



PAYSAGISTE HORTICOLE MARYBELLE INC.

Pour un nouvel aménagement ou
pour l'entretien de vos plates-bandes...



- Entretien des plates-bandes
- Ouverture et fermeture de terrain
 - Concept et création de plates-bandes
 - Création de potager
 - Réaménagement de plates-bandes



Contactez-nous
dès maintenant
pour une soumission
GRATUITE!

NOUVEAUTÉ, NOUS DESSERVONS
LE TERRITOIRE MASCOUCHE ET TERREBONNE!

514-968-4917
www.phmb.ca

